

L'acier en France en 2003*

Extraits du rapport d'activité de la Fédération Française de l'Acier

Éditorial

En 2003 la sidérurgie a fait face à une conjoncture contrastée selon les régions du monde.

La croissance économique rapide de l'Asie d'une part, l'accentuation des contraintes environnementales globales d'autre part, ont ouvert des défis difficiles à l'industrie de l'acier.

L'Europe des 15 a connu une croissance économique faible durant l'année tandis que l'Europe de l'Est et l'Asie progressaient nettement. L'Amérique du Nord se situe entre les deux. La France, quant à elle, a connu une croissance inférieure à celle de l'ensemble de l'Europe. À cela plusieurs raisons : une demande faible, une consommation des ménages en stagnation, peu d'investissements.

La production d'acier reflète cette conjoncture : avec une hausse très faible dans l'Union Européenne à 15, une croissance très vive en Asie, plus particulièrement en Chine où elle a progressé de 21 %, soit l'équivalent de deux fois la production française actuelle. La sidérurgie européenne en a subi les effets conjugués.

L'explosion de la demande chinoise a provoqué courant 2003 une pénurie de matières premières et un manque de disponibilité des capacités de fret maritime. Les sidérurgistes subissent en conséquence une augmentation considérable des prix du coke, du minerai de fer, des ferrailles et des tarifs du fret qu'ils ont dû répercuter dans les prix de vente à leurs clients. Cette situation devrait se poursuivre dans les mois à venir.

À cette situation s'ajoutent les conséquences des mesures de sauvegarde prises par l'Administration Bush. Ces restrictions à l'importation d'acier ont en effet entraîné une baisse importante des exportations vers les États-Unis ; les flux des importations en provenance des pays tiers ont été détournés principalement vers l'Europe qui n'a pu compenser ce déficit par une hausse de ses exportations vers la Chine. La suppression de ces mesures fin 2003 grâce à l'action concertée des sidérurgistes européens laisse espérer une réorientation des exportations et une reprise du commerce extérieur.

Autre défi : le développement d'importantes réglementations environnementales. En 2003, les producteurs d'acier ont dû s'impliquer dans la préparation et la mise en place de la proposition de loi sur l'eau et de la Charte de l'environnement. Ces deux textes ont fait l'objet d'un débat national au travers de nombreuses réunions préparatoires.

Les sidérurgistes européens ont dû vivement réagir à la directive sur la taxation des produits énergétiques et de l'électricité.

La transposition en droit français de la directive régissant le commerce de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, complétée par l'élaboration d'un décret organisant la distribution des quotas aux secteurs industriels et aux établissements a montré la grande sensibilité de l'avenir de la sidérurgie aux contraintes liées au change-

* An English version of this activity report can be obtained from the French Steel Federation (FFA).

Les chiffres-clés de l'acier en France en 2003

Production : acier brut	19,8 millions de t
Part de la production issue de la filière électrique	39,3 %
Part des produits issus de la coulée continue	96,3 %
Livraisons de produits sidérurgiques (hors relaminage France)	22 millions de t
– dont produits finis sidérurgiques (hors relaminage tous marchés)	19,2 millions de t
Activité sidérurgique	10,6 milliards d'euros
Commerce extérieur :	
– exportations	6,86 milliards d'euros
– importations	5,6 milliards d'euros
Consommation française de produits finis sidérurgiques (consommation apparente)	15,5 millions de t

Les livraisons de produits sidérurgiques sont en définition commerciale et correspondent aux facturations des sociétés françaises.

Nota : Les livraisons totales de produits de la première transformation ont porté sur 3,6 millions de tonnes.

ment climatique. La façon dont la France et l'Europe traitent cette question conditionne la compétitivité de l'acier français à un horizon relativement bref.

Face à ces défis, quels sont les ressorts de la sidérurgie française ?

La recherche et l'innovation ouvrent de nouvelles perspectives à la fabrication de l'acier. Pour relever le défi de produire en émettant peu de gaz à effet de serre, les sidérurgistes français travaillent en coopération avec leurs homologues européens au développement de technologies nouvelles dans le cadre d'un programme encouragé par la Commission européenne.

L'utilisation du matériau acier se développe. À nos entreprises de se concentrer sur les produits à haute valeur ajoutée, réalisés et acheminés dans les meilleures conditions économiques. L'acier ne manque pas d'atouts, comme par exemple sa recyclabilité quasiment infinie. Il appartient aux sidérurgistes de valoriser ces atouts et de tirer le meilleur parti de l'intégration des filières industrielles de la conception du matériau à sa mise en œuvre avec le client afin de participer pleinement aux perspectives qu'ouvre le développement durable.

Les signes d'une reprise de la demande se manifestent au premier trimestre de 2004. La production sidérurgique est orientée à la hausse et des opportunités de débouchés nouveaux apparaissent avec notamment l'élargissement de l'Union européenne.

Le marché

L'année 2003 a connu, au niveau mondial, une croissance économique de 3,4 % après 2,8 % en 2002 et 2,2 % en 2001. Le commerce mondial a, par conséquent, nettement rebondi avec une hausse de 4,7 % après 2,7 % en 2002 et une stabilisation en 2001.

Croissance du produit intérieur brut (en %)

	2002	2003
Monde.....	2,8	3,4
Union Européenne à 15	1,1	0,8
Europe Centrale	3,7	5
Amérique du Nord	2,4	2,9
Amérique du Sud	- 1,1	1,6
Asie.....	4,7	5,7

Source : Rexecode.

La fin de la guerre en Irak et de l'épidémie de SRAS en Asie ont laissé place à un net rebond de l'activité mondiale dès l'été. Une large part de *cette reprise est venue d'Asie* et plus particulièrement de *Chine* qui est apparue désormais comme un important acteur des échanges internationaux. La croissance économique des pays de l'Asie a atteint 6,5 % (hors Japon). La demande des ménages a soutenu la croissance qui a été très souvent favorisée par une politique monétaire accommodante.

En Amérique latine, la hausse du prix du pétrole et des matières premières a été un facteur favorable à une amélioration conjoncturelle au cours de l'année. Au Brésil, les autorités ont su rétablir la confiance et l'activité économique a redémarré au cours de l'année. L'Argentine a réalisé une bonne performance grâce au soutien de la demande externe tandis que la demande interne a gagné en vigueur au cours de la seconde moitié de l'année. Le Mexique, pour sa part, est resté enlisé dans la récession, souffrant d'un problème de compétitivité et d'une demande interne anémique. La croissance économique de la zone a été de 1,7 %.

Aux États-Unis, après un début d'année sans vigueur, une accélération importante s'est progressivement dessinée, grâce au soutien de la politique économique tant budgétaire que monétaire : baisse des taux et réduction des impôts sur les entreprises et les ménages. La croissance du PIB a atteint 3,1 %.

Les pays de l'Europe de l'Est ont enregistré une croissance honorable au cours de 2003 avec un taux proche de 3,5 % malgré la faiblesse de l'activité économique dans les économies européennes. La croissance s'est d'ailleurs accélérée en cours d'année, en particulier en Pologne où la consommation des ménages a été motrice. Dans ce contexte, la demande d'acier a progressé rapidement dépassant 6 %. La part de cette zone dans la demande d'acier du futur ensemble de l'UE à 25 représente approximativement 13 %.

En Europe des 15, la croissance économique a été décevante toute l'année, tranchant par sa faiblesse en comparaison avec la vigueur qu'elle a affichée Outre-Atlantique et en Asie. La demande interne est restée atone, la consommation des ménages s'est tassée tandis que l'investissement n'a pas redémarré. Les exportations ont cependant enregistré un rebond en fin d'année malgré l'appréciation régulière de l'euro. À nouveau, l'Espagne a affiché une croissance honorable dans la zone euro avec une progression de 2,4 %

alors que celle de l'ensemble de la zone n'atteignait que 0,5 % et l'UE à 15, 0,8 %. *La croissance économique française a été à nouveau inférieure à l'ensemble de l'Europe, avec une modeste hausse de 0,2 %*, après 1,2 % en 2002.

Dans ce contexte, *les secteurs utilisateurs d'acier de l'Union européenne se sont inscrits pour la seconde année consécutive en retrait de 1,5 %*.

Le secteur automobile a souffert de la morosité de la demande sur le marché européen. Les immatriculations de voitures particulières et commerciales de l'UE à 15 ont baissé de 1,1 % l'année dernière après un repli de 2,8 % en 2002. En France, le repli du marché a été très sévère avec une chute des immatriculations de 6,3 % ; le marché allemand s'est stabilisé à un bas niveau avec une modeste baisse de 0,5 % ; le marché italien s'est replié de 1,2 %. À l'opposé, le marché anglais a continué à progresser avec une hausse de 0,6 % ainsi que le marché espagnol qui a enregistré une hausse de 3,8 % grâce aux mesures d'aides gouvernementales. Dans ce contexte, la production européenne de véhicules légers a baissé de 1,4 %. *En France, la production de voitures particulières s'est inscrite en repli de 1,9 % et celle de véhicules utilitaires légers de 2,1 %*. *La production de véhicules industriels a également fléchi de 3 %*.

La production des industries mécaniques a souffert de l'atonie de la demande intérieure et les investissements n'ont pas repris en cours d'année. Seule, la demande externe a donné quelques signes positifs au cours du dernier trimestre, notamment en Allemagne, en corrélation avec une conjoncture économique mondiale mieux orientée. Cependant, la baisse a atteint 2 % environ dans l'ensemble des pays européens, En France, la production a chuté de 3,2 % alors qu'elle avait mieux résisté en 2002 que l'ensemble de l'Europe. Le secteur du travail des métaux s'est maintenu au niveau de l'année précédente dans l'ensemble de l'Europe, mais l'activité française a également été plus faible et a enregistré une baisse de 1,6 %.

Le secteur de la construction a poursuivi une évolution contrastée tant entre ses différentes composantes qu'entre les pays européens. La partie résidentielle a bénéficié de taux d'intérêts faibles, et l'activité s'est maintenue à un niveau satisfaisant dans plusieurs pays européens et notamment en France. À l'opposé, le secteur non résidentiel privé a continué à souffrir de la faiblesse des investissements de capacités et a été en repli. La situation a également été très différenciée selon les pays, l'activité a été à nouveau en forte baisse en Allemagne tandis qu'elle est restée sur une tendance positive au Royaume-Uni et en Espagne. En France, l'activité du secteur a baissé de 1 % environ, le logement neuf a été proche de la stabilité, le non-résidentiel neuf a chuté de 6,5 %, les travaux d'entretien ont été en légère hausse. L'activité des travaux publics en France s'est accélérée en cours d'année et a progressé de 4,6 %.

Il en est résulté *une baisse de la consommation réelle d'acier d'environ 2 % en 2003*. La baisse a été importante en France, en Allemagne et au BENELUX notamment, tandis qu'une hausse a de nouveau été enregistrée en Espagne. En corrélation avec la faiblesse de l'activité des secteurs consommateurs d'acier, *les stocks d'acier se sont ajustés à la baisse une partie de l'année*. Par conséquent, *la consommation apparente d'acier en Europe des 15 s'est nettement infléchie dans la plupart des pays*. *En France, une baisse a été enregistrée pour la troisième année consécutive*. *La consommation apparente d'acier a chuté de 5 %, se retrouvant 14 % en dessous de son niveau de l'année 2000*.

L'approvisionnement du marché français en produits finis sidérurgiques a été en repli avec une forte baisse des livraisons des usines françaises de 5,9 %, soit une chute de 17 % au cours des trois dernières années.

Le commerce extérieur de l'Union européenne

Les importations de produits sidérurgiques de l'Union européenne en provenance des pays tiers ont été en hausse de 12,5 % avec une hausse de 2,1 % pour les produits plats et de 18,9 % pour les produits longs. Les importations en provenance de Russie ont notamment progressé de 13,5 %.

Les exportations de produits sidérurgiques vers les pays tiers ont enregistré une progression de 16,5 % (20 % de hausse pour les produits plats et 2,7 % pour les produits longs). Les exportations vers l'Asie ont été en hausse de 75 %, tirées par la demande chinoise. Les exportations vers la Turquie et la Pologne ont également été dynamiques. Les exportations vers les États-Unis ont enregistré un repli de 25 %, en corrélation avec les mesures de protection mises en place au début de 2002 et qui ont été maintenues jusqu'à fin 2003.

Bien qu'en amélioration, le solde de la *balance commerciale* de l'Europe des 15 avec les pays tiers est demeuré négatif.

Le commerce extérieur français

Les importations françaises de produits sidérurgiques et de produits issus de la première transformation de l'acier ont baissé de 6,5 % par rapport à 2002.

Les exportations françaises de produits sidérurgiques et de produits issus de la première transformation de l'acier ont sensiblement baissé dans leur ensemble (-0,8 %). La faiblesse de l'activité européenne a pesé sur les exportations françaises qui ont été en baisse de 1,6 % pour les produits sidérurgiques et de 12 % pour les produits issus de la première transformation. Les exportations hors Europe ont évolué de façon différenciée selon les produits avec une hausse de 22 % pour les produits sidérurgiques et une baisse de 15 % pour les produits de la première transformation. La zone asiatique a également été un moteur de la croissance.

En résultante, le solde des échanges extérieurs de produits sidérurgiques et de produits de la première transformation s'est sensiblement amélioré.

Production mondiale d'acier

La production mondiale d'acier a enregistré une forte hausse en 2003 avec une progression de 6,8 %, atteignant 964 millions de tonnes selon les dernières estimations de l'IISI après une hausse de 6,2 % l'année précédente.

Cependant, cette croissance reflète des évolutions très contrastées entre les différentes zones économiques mondiales.

La production de l'Union européenne a été en hausse de 0,7 %, entraînée par le rebond de production au Royaume-Uni et la croissance de la production de l'Italie et des Pays-Bas notamment. La

Commerce extérieur français (en milliers de t)

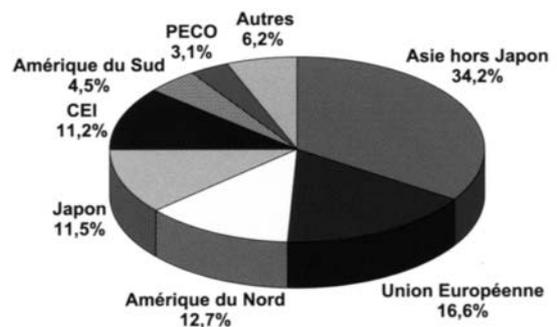
	Produits sidérurgiques*				Produits de la première transformation			
	Exportations 2003	Var. %	Importations 2003	Var. %	Exportations 2003	Var. %	Importations 2003	Var. %
Pays de l'U.E.(à 15)	12 642	- 1,6	11 333	- 7,7	1 512	- 12,1	2 223	- 0,6
Pays tiers	2 332	+ 22,0	799	- 8,2	748	- 15,3	239	+ 5,3
dont :								
- Europe occidentale.....	515	+ 57,0	100	- 6,5	135	+ 46,7	51	- 8,9
- Europe centrale et orientale ...	246	+ 23,6	392	- 7,5	94	+ 62,2	124	+ 21,6
- États-Unis	321	- 30,1	35	+ 34,6	81	- 19,8	7	0
- Chine	207	+ 567,7	0	/	22	+ 10,0	1	0
- Autres pays tiers.....	1 043	+16,7	272	- 12,8	416	- 1,2	56	- 8,2
Total	14 974	+ 1,4	12 132	- 7,7	2 260	- 13,2	2 462	- 0,1

Source : Douanes. (*) Produits sidérurgiques = produits finis sidérurgiques + demi-produits pour relaminage.

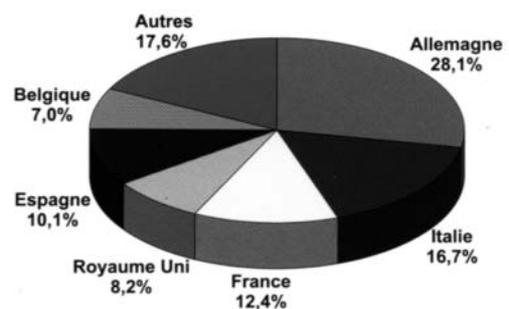
production d'acier a baissé dans la plupart des autres pays, de 0,5 % en Allemagne, de 1,7 % en Espagne, de 1,8 % en Belgique et de 2,5 % en France. Le poids de l'Europe dans la production mondiale n'est plus que de 17 % alors qu'elle en représentait 25 % en 1974.

Dans les pays de l'Europe de l'Est et en Turquie, la croissance s'est accélérée avec des hausses de 5,6 % et 11 % respectivement. L'ensemble des pays de l'ex-URSS ont également enregistré une croissance de 6,3 % de leur production d'acier: 4,9 % pour la Russie et 8,4 % pour l'Ukraine.

Production mondiale d'acier brut - année 2003



Production d'acier brut - Union européenne à 15 - année 2003

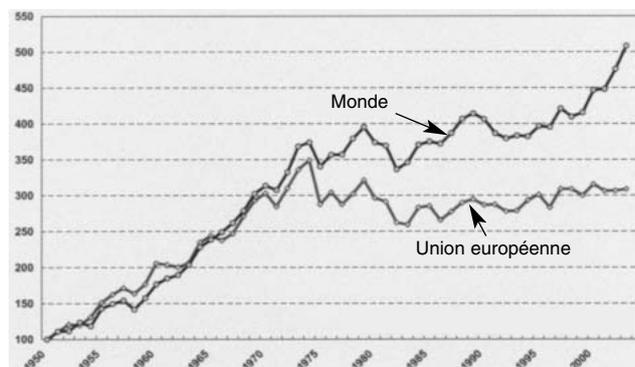


Production mondiale d'acier. Évolution entre 2001 et 2003

	Production (kt)			Variations (%)	
	2001	2002	2003	02/01	03/02
Union européenne	158 497	158 689	159 732	+ 0,1	+ 0,7
dont :					
Allemagne	44 803	45 015	44 809	+ 0,5	- 0,5
Autriche	5 869	6 189	6 261	+ 5,5	+ 1,2
Belgique	10 762	11 343	11 135	+ 5,4	- 1,8
Danemark	751	392	0	- 47,8	-100,0
Espagne	16 504	16 408	16 129	- 0,6	- 1,7
Finlande	3 938	4 004	4 766	+ 1,7	+ 19,0
France	19 343	20 258	19 758	+ 4,7	- 2,5
Grèce	1 281	1 840	1 460	+ 43,6	- 20,7
Irlande	150	0	0	-100,0	+ 0,0
Italie	26 545	26 066	26 697	- 1,8	+ 2,4
Luxembourg	2 725	2 719	2 675	- 0,2	- 1,6
Pays-Bas	6 037	6 117	6 571	+ 1,3	+ 7,4
Portugal	728	920	730	+ 26,4	- 20,7
Royaume-Uni	13 543	11 664	13 034	- 13,9	+ 11,7
Suède	5 518	5 754	5 707	+ 4,3	- 0,8
Autres pays d'Europe de l'Ouest	18 082	19 601	21 685	+ 8,4	+ 10,6
dont : Turquie	14 982	16 467	18 298	+ 9,9	+ 11,1
PECO	27 980	28 560	30 150	+ 2,1	+ 5,6
dont :					
République Tchèque	6 316	6 512	6 790	+ 3,1	+ 4,3
Pologne	8 809	8 368	9 107	- 5,0	+ 8,8
Roumanie	4 935	5 493	5 776	+ 11,3	+ 5,2
CEI	99 619	101 089	107 480	+ 1,5	+ 6,3
dont :					
Kazakhstan	4 655	4 814	4 898	+ 3,4	+ 1,7
Russie	58 970	59 777	62 720	+ 1,4	+ 4,9
Ukraine	33 108	34 050	36 922	+ 2,8	+ 8,4
États Baltes	516	521	521	+ 1,0	+ 0,0
Amérique du Nord	119 859	122 990	122 924	+ 2,6	- 0,1
dont :					
Canada	15 276	16 002	15 910	+ 4,8	- 0,6
États-Unis	90 104	91 587	90 440	+ 1,6	- 1,3
Mexique	13 300	14 051	15 178	+ 5,6	+ 8,0
Amérique du Sud	37 373	40 858	43 051	+ 9,3	+ 5,4
dont :					
Argentine	4 107	4 356	5 033	+ 6,1	+ 15,5
Brésil	26 717	29 604	31 150	+ 10,8	+ 5,2
Venezuela	3 813	4 164	3 943	+ 9,2	- 5,3
Asie	353 834	394 211	440 578	+ 11,4	+ 11,8
dont :					
Chine Populaire	150 866	181 682	220 115	+ 20,4	+ 21,2
Corée du Sud	43 852	45 390	46 310	+ 3,5	+ 2,0
Inde	27 291	28 814	31 779	+ 5,6	+ 10,3
Japon	102 866	107 745	110 514	+ 4,7	+ 2,6
Taiwan	17 261	18 230	18 920	+ 5,6	+ 3,8
Moyen Orient	11 690	12 492	13 443	+ 6,9	+ 7,6
Afrique	14 968	15 807	16 279	+ 5,6	+ 3,0
dont :					
Afrique du Sud	8 821	9 095	9 486	+ 3,1	+ 4,3
Australie - Nouvelle Zélande	7 859	8 292	8 372	+ 5,5	+ 1,0
Monde	850 277	903 110	964 215	+ 6,2	+ 6,8

Source : I.I.S.I.

Production d'acier brut - Indice 100 en 1950



La hausse a été à nouveau concentrée dans *la zone asiatique* qui a enregistré une croissance de près de 12 % après 11 % en 2002 et 7 % en 2001. La production d'acier de la zone asiatique représente 46 % de la production mondiale. Ce dynamisme de la zone asiatique doit beaucoup à la croissance de la production chinoise qui a progressé de 20 % environ au cours de chacune des trois dernières années. Tirée par une demande interne en forte expansion, la production de la Chine a été multipliée par trois depuis 1992. Elle a également contribué à une hausse de la production d'acier au Japon, avec une croissance proche de 2,6 % après 4,7 % l'année précédente. Parallèlement, les autres pays de la zone ont bénéficié d'une hausse en corrélation avec le dynamisme des économies asiatiques; ainsi, la production indienne a progressé de 10 %.

En *Amérique du Nord*, la production a été stable dans son ensemble avec une forte croissance au Mexique.

La production d'acier de l'*Amérique du Sud* a poursuivi une trajectoire positive avec une hausse de 5,4 % qui suit un rebond de 9 % en 2002.

Le Moyen Orient et l'Afrique ont également bénéficié d'une hausse avec respectivement des progressions de 7,6 % et de 3 %.

Approvisionnement - Énergie

Minerai de fer (kt)

	2002	2003	Variation (%)
Importations	19 929	19 782	- 0,7

Principales sources d'approvisionnement à l'importation : Brésil : 54 % - Australie : 21 % - Mauritanie : 15 % - Canada : 6 %.

Ferrailles (kt)

	2002	2003*	Variation (%)
Approvisionnements totaux			
Collecte	12 002	12 174	+ 1,43
Importations	2 849	3 030	+ 6,35
Exportations	4 695	5 016	+ 6,84
Consommation	10 029	10 164	+ 1,35

* Chiffres provisoires

Énergie

Gaz : consommation de gaz naturel en baisse de 7,7 % ; consommation de gaz sidérurgique en hausse de 16,4 %.

Électricité : consommation d'électricité en hausse de 2,7 %.

Charbon et coke : consommation de coke et de houille en hausse de 6,7 %, et baisse de 7,5 % des achats extérieurs.

Investissement - Recherche - Développement

Les principaux investissements annoncés ou démarrés en 2003 concernent :

1. Le respect de l'environnement et les économies d'énergie

- LME complète son programme d'économie d'énergie par la mise en service d'un nouveau four de réchauffage, l'utilisation de billettes chaudes et la valorisation de pneus usagés au four électrique en substitution du charbon de charge.
- Sollac Méditerranée à Fos améliore le dépoussiérage de l'agglomération.
- Ugitech à Ugine a installé un dépoussiérage sur ses fours électriques.

2. La satisfaction des besoins des clients et l'amélioration de la qualité des produits

- GTS Industries a installé une jauge d'épaisseur multipoints à la cage quarto Q2.
- Sollac Atlantique Mardyck va transformer la ligne d'électrozincage ELMA en une ligne de galvanisation au trempé.
- Sollac Lorraine Florange va transformer sa ligne d'étamage pour produire du DWI.
- Sollac Méditerranée Fos termine le revamping de la coulée continue n° 2.
- Ugine & ALZ Gueugnon a mis en service une ligne de planage sous traction et un nouveau bain de décapage.

3. L'amélioration des coûts et les augmentations de capacité :

- GTS Industries installe un nouveau pont pour les expéditions et modernise la cisaille à diviser.
- LME met en service un second laminoir dédié à la gamme des petits laminés marchands. Il procède à l'installation et à la mise en service de 3 pyrojets au four électrique.

Concernant l'évolution des procédés et le développement de nouveaux produits, il faut noter que :

- Ascométal Hagondange a mis en place deux nouvelles cellules de recuit globulaire.

- Arcelor, secteur des plats carbone, a mis au point un nouveau revêtement qui ne nécessite plus de traitement de surface avant l'émaillage, un nouveau type d'acier au bore à très haute résistance avec de bonnes propriétés d'emboutissage à chaud, des aciers pour emballage combinant une meilleure résistance et une bonne ductilité et de nouvelles solutions acier pour le marché du bâtiment.

Environnement

La préparation en 2003 du projet ULCOS, lancé en 2004, constitue l'événement environnemental majeur de l'année écoulée pour l'acier européen, et les sidérurgistes français en sont parmi les principaux acteurs.

Cette recherche exploratoire est prévue sur cinq ans, et devra, outre les principaux leaders (Arcelor, Corus et ThyssenKrupp), réunir 40 organisations industrielles, instituts de recherche et universités dans un projet à 40 millions d'euros. Elle vise à déterminer quelle sera la technologie de rupture qui, d'ici à 20 ans peut être, permettra de réduire drastiquement les émissions de CO₂ pour produire de l'acier. ULCOS (« Ultra Low CO₂ Steelmaking ») transforme une menace, le changement climatique, (prise très au sérieux par la profession) en un challenge enthousiasmant.

On ne peut en dire autant de la mise en application de la directive européenne sur les permis d'émission. Pour des secteurs comme l'acier, dont l'efficacité énergétique est déjà optimisée (17 % de réduction des émissions de CO₂ à la tonne d'acier depuis 1990 en France), les marges de progrès à court terme sont nulles et le coût d'achat de droits d'émissions sera bien trop élevé pour être économiquement supportable. L'allocation par l'état de quotas d'émission de CO₂ revient donc à planifier administrativement la sidérurgie, et pourrait bloquer les restructurations à l'échelle européenne.

Les sidérurgistes français, dans le cadre d'une concertation très étroite avec les administrations concernées, ont essayé de gérer au mieux cette situation.

D'une manière générale, les producteurs d'acier français ont dû s'investir dans la préparation et la mise en œuvre des nombreux règlements environnementaux, en Europe et en France, qui ont caractérisé l'année 2003 : loi sur les risques, charte de l'environnement, plan santé environnement, normes de qualité de l'air, registre européen des émissions polluantes, inventaire de 82 substances dans les cours d'eau. À ces thèmes non spécifiques, il faut ajouter une action ciblée des inspecteurs des installations classées envers les 22 aciéries électriques françaises, qui, dans de nombreux cas, s'est traduite par des exigences allant au-delà de la réglementation.

Mais c'est le projet REACH, de Nouvelle Politique de Gestion des Substances chimiques de l'Europe, qui suscite le plus d'inquiétude pour le moyen terme. Les aciéristes français ont contribué à l'étude du cabinet MERGER, qui évalue l'impact de ce projet sur l'ensemble de l'activité économique française ; mais surtout, ce dispositif, prévu pour gérer des molécules chimiques, s'appliquerait sans discernement à l'acier et pourrait mener à de véritables impasses. Les autorités françaises semblent les seules en Europe à avoir pris conscience de ce problème spécifique.

Il n'en reste pas moins que les sites de production continuent d'améliorer leurs installations de dépollution et de réduire leurs impacts sur l'environnement ; on peut noter ainsi que deux aciéries

(SAM, à Neuves Maisons, en Lorraine, et Ugitech, en Savoie) ont entièrement rénové et complété leur installation de captation et de traitement des fumées.

L'acier est et reste un matériau clé pour un développement durable, par sa facilité de mise en œuvre et de déconstruction, la possibilité d'un procédé de tri très simple dans les déchets fondé sur le magnétisme de l'acier et l'existence d'une filière de recyclage performante et autofinancée. Dans le bâtiment notamment, les atouts environnementaux de l'acier sont importants. Les systèmes de construction utilisant l'acier permettent de réaliser des économies d'énergie et autorisent de bonnes performances d'isolation acoustique. De plus, ils sont durables grâce à l'efficacité des protections contre la corrosion. Les constructions en acier permettent de réduire de façon significative les délais de montage et les nuisances de chantier. Elles sont transformables, démontables et enfin recyclables. Dans le secteur des industries de l'eau, l'acier inoxydable est également un facteur du développement durable grâce à sa durée de vie et parce qu'il répond bien aux critères de préservation de la santé du consommateur et de l'environnement. Les producteurs d'acier français ont largement participé à la mise en valeur de ces atouts en 2003.

Recyclage

Entre 2002 et 2003, le taux de consommation de ferrailles pour produire 1 tonne d'acier brut est passé de 49,4 à 51,4 %. Ceci signifie que chaque fois qu'une tonne d'acier est produite en France, celle-ci contient plus de la moitié d'acier recyclé. Pour les produits en fin de vie, on distingue quatre marchés : l'emballage, l'électroménager, l'automobile et le bâtiment.

Marchés	Taux de recyclage de l'acier (%)
Emballage	60
Électroménager	75
Automobile	95
Bâtiment	75

Normalisation

L'année 2003 a vu la fusion des deux Bureaux de normalisation qui intervenaient jusqu'à maintenant dans le secteur de l'acier, le Bureau de Normalisation de la Sidérurgie (BNS) et le Bureau de Normalisation du Tube d'Acier (BNTA). Cette fusion a donné naissance au Bureau de Normalisation de l'Acier (BN Acier) ; ce nouveau BN a obtenu l'agrément des Pouvoirs Publics le 20 juin 2003.

Le nombre de normes publiées en 2003 dans le secteur de l'acier (50 normes) s'est situé, à un niveau élevé, voisin de ceux observés en 1999, 2000 et 2002. Sur les 39 normes nouvelles publiées, près d'une norme sur cinq est issue de la filière française.

Le nombre de normes européennes (préparées ou instruites par l'ECISS – European Committee for Iron and Steel Standardization –), approuvées dans le domaine des produits sidérurgiques et de la première transformation de l'acier, s'élève à 342 à la fin de l'année 2003. À cette date, le nombre de sujets inscrits au programme de travail de l'ECISS s'élève à 160 (-43 par rapport à fin 2002), réparti en 85 études nouvelles et 75 révisions de normes déjà publiées au moins une fois.

Normes françaises publiées au cours des 10 dernières années dans le secteur de l'acier

Année	Normes d'origine française		Normes d'origine européenne		Total
	nouvelles	en révision	nouvelles	en révision	
1994	9	1	18	-	28
1995	5	-	29	-	34
1996	6	4	22	3	35
1997	4	-	14	4	22
1998	3	1	25	2	31
1999	-	5	35	9	49
2000	3	-	40	3	46
2001	3	3	20	2	28
2002	9	3	34	5	51
2003	7	1	32	10	50

Réunions suivies par les ingénieurs du BN Acier en 2003

Réunions	Nombre de réunions			Nombre de jours d'expert		
	2002	2003	Variation en %	2002	2003	Variation en %
ECISS-CEN	25	17	- 32	31	20	- 29
ISO-CEI	12	16	+ 33	21	25	+ 19
AFNOR + BN	77	65	- 16	42	33	- 21
Autres	68	103	+ 51	42	62	+ 48
TOTAL	182	201	+ 10	136	140	+ 3
Ratio par ingénieur	60,5	67	+ 11	45,5	46,7	+ 2,6

2003 est marquée par une légère baisse du nombre total de réunions tenues par les instances de normalisation internationale et européenne, suivies par les ingénieurs du BN Acier. On note toutefois, pour la deuxième année consécutive, une augmentation significative du nombre de réunions et du temps, consacrés à la normalisation internationale. En revanche, au niveau national, on relève encore une légère diminution du nombre de réunions des instances de normalisation françaises.

Les autres réunions correspondent à des activités connexes à la normalisation : participation à des instances de certification de produits (AFNOR, AFCAB, ASQPE), à des instances d'accréditation (COFRAC), à des instances professionnelles (AIMCC, CEPMC, EUROFER) et à des instances chargées de réglementation (DGCCRF pour le contact alimentaire, DG santé pour le contact avec l'eau potable), au sein desquelles les ingénieurs du BN Acier sont amenés à représenter la profession de l'acier. On note par contre pour cette rubrique une augmentation significative du nombre de réunions et du temps consacré.